

# Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE

9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10<sup>e</sup>)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

## Du crédit national à l'action révolutionnaire

Quelle naïveté chez tous ceux qui croient victoire en suivant les cours du change ! Alors que la valeur du franc semble augmenter par rapport aux devises étrangères, tout absolument tout, ne cesse d'augmenter avec une rapidité plus grande que le relèvement de notre devise. Ce qui revient à dire que si notre franc semble valoir davantage, son pouvoir d'achat continue de diminuer.

Chacun essaie d'expliquer cela à sa manière et le problème devient si confus aux yeux de la majeure partie de la population que celle-ci n'y comprend rien, accuse la spéculation, les mercantils, Chéron, Lasteyrie, Bille et tant d'autres d'une situation qu'ils ont créée à leur profit.

Malheureusement, on ne les accuse aujourd'hui que du profit qu'ils en retirent, on ne songe aucunement, dans le peuple, à les accuser de la situation qu'ils ont créée, en d'autres temps.

Populo ressemble à un gros visage de Polichinelle dont une moitié rigole en voyant la côte des changes tandis que l'autre fait une affreuse grimace en regardant M. Mercanti en train d'augmenter ses tarifs.

Nous avons, pendant cinq ans, dépassé notre fortune, nos revenus présents et futurs pour plusieurs générations ; nous devons payer tous les ans à ceux qui ont avancé leur argent à l'Etat, pour en faire l'usage que l'on sait, un intérêt qui joint à nos besoins immédiats, dépasse de beaucoup les revenus produits par l'élément qui travaille, et vous voudrez nous faire croire en bonne posture ?

Nous sommes absolument dans la situation d'un père de famille qui, après avoir mangé l'héritage qu'il devait laisser à ses descendants (c'est son droit), aurait dévoré par-dessus le marché les revenus du travail de ses enfants et petits-enfants (ce qui dépasse son droit) jusqu'à leur mort, et vous admettez que celui qui aura permis ainsi une pareille iniquité puisse dire à ces enfants et petits-enfants : « Vous me devez, par suite des engagements pris par votre père, tout le travail que vous pouvez fournir durant votre vie, par conséquent vous devez restreindre vos besoins, manger moins, vous priver de tout superflu pour pouvoir liquider la dette qui s'augmente encore tous les ans des intérêts capitalisés. » Et ils payeraient ? Nous ne vous joindrions pas à eux pour crier à l'iniquité ? Au voileur ?

Non. Il serait de la plus stricte honnêteté de ne pas payer ; ce ne serait que justice si ces enfants payaient à coups de poing sur la figure celui qui, par ses bas calculs, aurait été la cause directe de leur ruine. Nous ne pourrions, en outre, que leur donner raison.

Et malgré cela, vous continuerez à payer les dettes que la troisième République a contractées pour vous faire casser la figure ?

Vous continuerez d'attendre du ciel, ou de je ne sais qui, une solution qui ne peut venir que de vous ?

Le relèvement du franc n'est que le gage de l'imbecillité de la foule, la certitude pour les grands chefs du commerce et de la finance internationale que vous plierez, que vous murmurerez peut-être, mais que, malgré tout, vous passerez à la caisse.

Vous avez le choix : ou vous payerez (et alors de quoi vous plaignez-vous ?) ou vous vous révolterez, vous bousculerez tout et vous repousserez le boulet de la dette que vous traitez aux pieds en dénonçant cette dette, en vous refusant à rembourser quoi que ce soit des sommes que la troisième République a jetées en pâture à ses suppôts pendant que vous crevez de misère.

Jusqu'ici, vous avez employé la première manière, vous pouvez l'accentuer encore en produisant deux fois plus, en consommant deux fois moins, si (à vous suffit) vos grugeurs se chargeront encore bien de dévorer l'excédent sans que la dette diminue pour cela. Au contraire, les revenus que vous leur fourirez par un double travail et une consommation deux fois moindre serviront encore, par le fameux système des Fonds du Trésor, à augmenter tous les ans la dette existante de tous les revenus déjà payés.

Tout le monde, comme à l'habitude, pleurnichera : « Nous tournons dans un cercle vicieux, nous ne pourrons jamais en sortir ! »

Vous pouvez en sortir, mais il n'y a qu'une solution : Tout jeter à terre, et dénoncer la dette.

Et ce sera là comme pour l'Eglise : « Hors de cela, vous pouvez tous crever ! »

Et plus vous retarderez, plus longtemps vous patirez. Plus vous attendrez, plus vos souffrances augmenteront. Méfiez-vous même, méfiez-vous beaucoup, de ce que les souffrances que vous vous infligez volontairement ne vous affaiblissent au point de vous ôter la force de conduire le mouvement jusqu'à votre libération complète.

La Révolution est le seul moyen de libération. Il ne suffit pas de la vouloir, de la désirer : il faut la faire.

Mais vous ne pourrez la faire complètement, entièrement, que si vous avez conservé le maximum de forces : vous n'aurez jamais trop pour la conduire jusqu'au bout.

Par contre, si vous attendez pour agir d'être à moitié crevés par les privations que vous subissez, ce n'est pas la peine d'essayer. On n'attend pas un gros effort d'un malade, on l'envoie se coucher. Quand on a une grosse besogne à abattre, on prend une équipe d'ouvriers pleins de force et de santé.

Pour faire un travail de l'envergure d'une Révolution, pour une si colossale besogne, nous n'aurons jamais trop d'individus sains et vigoureux. Pourquoi donc attendrions-nous que la moitié des révolutionnaires fissent mis hors de combat, par une famine possible, pour engager la lutte ?

Faites autour de vous la propagande nécessaire dans ce but ; n'attendez rien d'autre. Ce n'est pas la peine d'attendre toujours que les autres mettent en route : « donnez vous-même le coup de manivelle ».

Tout ce que d'autres peuvent vous dire pour vous prier d'attendre, ne peut que vous affaiblir, retarder la lutte et la vouter ainsi à l'insuccès.

En dehors de l'action, il n'y a place que pour la démagogie.

PAGES.

### LE MINISTÈRE EST RENVERSÉ

Poincaré succédera-t-il à Poincaré ?

La chambre des députés a mis, hier matin, le gouvernement en minorité. Ce fut un vote de surprise, et personne ne s'attendait à la chute du gouvernement, qui depuis plus de deux ans était aveuglément suivi par une majorité docile, qui appuyait toutes ses propositions. Mais à force d'user de la question de confiance, le président du conseil est tombé, sur un « bec de gaz », et aujourd'hui la crise ministérielle est ouverte.

Les politiciens de gauche se réjouissent bien mal à propos, car ce ne sont pas eux qui ont occasionné la chute du gouvernement. La vérité c'est qu'à la veille des élections, les députés de droite, qui tout comme leurs collègues de gauche ou d'extrême-gauche, espèrent siéger à la prochaine assemblée, ne peuvent pas néanmoins tenir leurs électeurs éventuels, et veulent se présenter devant eux, en déclarant qu'ils ont voté pour le maximum des pensions.

M. de Lasteyrie, avec sa maladresse habituelle, n'a pas su rassembler sa majorité, et Poincaré était absent. Il est probable que s'il avait assisté à la séance, le vote eût été différent.

Qui donc succédera à Poincaré ? Poincaré sans doute. Il replatadera son ministère, se séparera de certains éléments partis, et le tour sera joué. De Lasteyrie sera remplacé par un autre financier vénérable, Chéron sera peut-être sacrifié, et Maunoury qui a mis depuis quelque temps le ministère dans une pénible situation ira planter ses choux. L'Homme de la Ruhr se représentera de nouveau devant la Chambre aux applaudissements de tous les eroguins, et rien ne sera changé.

Toute la presse réactionnaire est naturellement navrée, et espère au retour de Poincaré. Cependant le président du conseil qui est lié par les volets précédents, relativement aux décrets-lois, aux impôts nouveaux et aux économies, sortira difficilement de la situation dans laquelle il est tombé.

La loi sur les pensions telle que veut la voter la Chambre, exigera un excédent de dépenses de deux milliards de francs par an, et tout naturellement il faudra trouver des ressources correspondantes.

Si Poincaré se charge de former le nouveau ministère, il rencontrera les mêmes difficultés, car le nouveau ministre des finances sera obligé, comme son prédécesseur, ou d'abandonner son programme

d'économies, ou de renoncer à la loi sur les pensions, à moins qu'il ne demande à la Chambre de lui accorder de nouveaux impôts, ce qui ne serait pas très politique à six semaines des élections. Mais Poincaré, qui a plus d'un tour dans son sac, trouvera peut-être une porte de sortie, qui satisfera tout le monde.

Nous autres, nous aurions bien un moyen qui, nous en sommes certains, donnerait satisfaction non pas aux vieux généraux retraités qui ne sont pas intéressants, mais à tous ces fonctionnaires. L'on n'a qu'à supprimer totalement la pension, et accorder aux travailleurs un salaire qui leur permette de vivre et de s'assurer le pain pour leurs vieux jours. Mais ce sont des remèdes que ne peuvent appliquer les gouvernements, ou les gouvernements qui succéderont à Poincaré, qu'ils soient de droite ou de gauche.

Voir en troisième page le compte rendu de la séance de la Chambre.

### A PARTIR DU 30 Mars

lire, chaque jour,

dans le "Libertaire"

tous les renseignements ayant trait au

### CONCOURS - ENQUÊTE

organisé par le Quotidien anarchiste

Ce ne sera pas un concours idiot, fait pour les crétins. Ce ne sera pas un concours sans utilité, fait pour les joueurs et les désœuvrés

Nota. — Des tracts annonçant ce Concours-Enquête sont en dépôt ; 9, rue Louis-Blanc. — Prière aux Camarades de venir prendre et de les distribuer dans leurs usines, chantiers, ateliers, etc.

On sait que malgré les efforts des briseurs de grèves, les travailleurs persisteront dans leur attitude digne et courageuse, refusant d'accepter les compromis patronaux.

On apprend maintenant, de source autorisée, qu'à la suite de l'impassé à laquelle ont abouti les négociations relatives à la grève des employés de tramways et d'autobus, on s'attend à ce que l'Association des mécaniciens et chauffeurs de locomotives, qui tenait réunion hier, prenne une décision définitive et que le résultat probable sera la cessation du travail sur les lignes de chemin de fer souterrain de Londres, vendredi à minuit.

D'autre part, le comité londonien de l'Union des ouvriers électriques doit aussi se réunir demain pour envisager la conduite qu'il doit tenir à l'avenir.

On voit que la grève suit son cours et que les employés luttent vaillamment contre leurs exploiteurs.

Espérons que ces derniers ne tarderont pas à accorder aux grévistes ce qu'ils demandent.

### IL NOUS EN FAUT DAVANTAGE

C'est depuis le 11 mars qu'il nous fallait cinquante abonnements par jour pour complier, avant le 10 avril, quinze cents nouveaux camarades parmi nos abonnés.

Comme ce nombre n'a pas été journalièrement souscrit, c'est plus de cinquante qu'il nous faut maintenant si vous voulez — entités acheteuses au numéro — que nous n'atteignions pas loin de nos quinze cents le 10 du prochain mois.

Le Libertaire a du vent dans les voiles ce moment et il ne faudrait point ralentir son allure sous de vains prétextes : le priver, par exemple, de recettes sur lesquelles il est en droit de compter parce que vous ne savez, amis de la province, vous passer de ces intermédiaires que sont les marchands de journaux.

Le Libertaire va d'un bon pas vers la fin de son déficit, mais il y marcherait encore beaucoup plus vite si les acheteurs au numéro avaient enfin le bon sens de s'abonner.

### LES MUETS POURRONT-ILS PARLER ?

Londres, 26 mars. — Des expériences intéressantes ont été faites au cours d'une réunion de l'Institut des Ingénieurs électriques de Londres.

En insufflant de l'air dans une boîte, à l'aide d'un tube de caoutchouc, et en manipulant l'appareil d'une certaine façon des vovelles, même des mots ont été obtenus.

Un autre instrument pour l'émission des sons a également été soumis à l'assemblée.

On espère que ces expériences amèneront la découverte d'un instrument qui permettra aux muets de « parler », l'émission des sons étant réglée par le mouvement des doigts.

### Les crimes imputés à Gaston Rolland

L'affaire Gaston Rolland est assez mal connue du grand public. On ignore généralement les raisons de sa condamnation, comment se déroula son procès. Il importe donc de donner à ce sujet quelques précisions nécessaires.

A la mobilisation, suivant les indications de son fascicule, Gaston Rolland devait se rendre dans les délais fixés par son ordre de route au détachement de la 22<sup>e</sup> Section d'infirmiers militaires, en l'espèce l'Hôpital militaire n° 12, à Paris.

N'en ayant rien fait, il fut donc inculpé :

1<sup>o</sup> D'insoumission à la loi sur le recrutement de l'armée en temps de guerre pour être homme de la réserve de l'armée active, appartenant à un corps mobilisé rappelé à l'activité par la voie de mobilisation générale au moyen de publications sur la voie publique, ne s'arrêtant pas, hors tous cas de force majeure, conformément aux prescriptions de son ordre de route.

2<sup>o</sup> D'avoir, le 17 mars 1915, en tout cas depuis moins de dix ans, à Marseille, commis un faux en écriture authentique et publique en se faisant délivrer frauduleusement par le commissaire de police de Marseille un permis de séjour pour étranger sous le faux nom d'Antonio Raspiol, sujet espagnole, en revêtant indûment de sa photographie ledit permis de séjour.

3<sup>o</sup> D'avoir, le 28 mai 1915, commis un faux en écriture authentique et publique en se faisant délivrer par le consul d'Espagne, un certificat de nationalité espagnole sous le faux nom d'Antonio Raspiol, certificat portant timbre et signature du vice-consul d'Espagne et la fausse signature d'Antonio Raspiol.

4<sup>o</sup> D'avoir, depuis le 28 mai 1915, fait usage de la fausse pièce ci-dessus spécifiée, la sachant fausse.

5<sup>o</sup> De s'être fait délivrer frauduleusement un certificat de revaccination sous le faux nom de Raspiol Antonio, le 15 mai 1917.

6<sup>o</sup> D'avoir, depuis le 15 mai 1917, fait usage de cette pièce, la sachant fausse.

7<sup>o</sup> D'avoir, depuis le 17 août 1917, commis un faux en matière de passeport en prenant le nom de Raspiol Antonio.

8<sup>o</sup> D'avoir, depuis le 17 août 1917, fait usage de cette pièce, la sachant fausse.

9<sup>o</sup> D'avoir, dans le courant de 1918, fabriqué en tout ou partie, sous le nom de Mouraud André-Victor, un certificat de position militaire en y apposant le faux timbre du 3<sup>e</sup> Bureau de recrutement de la Seine et la fausse signature du commandant dudit Bureau.

10<sup>o</sup> D'avoir, dans le courant de l'année 1918, fait usage de cette pièce, la sachant fausse, de l'œuvre présentée comme authentique pour justifier sa position militaire.

11<sup>o</sup> D'avoir, dans le courant de l'année 1918, fabriqué trois certificats établis au nom imaginaire de Mouraud Louis, en apposant sur le premier la fausse signature du sieur Giosset, sur le second la fausse signature du sieur Launay, sur le troisième une signature fantaisiste illisible, précédée de la mention : « Pour MM. Berzin et Cie ».

12<sup>o</sup> D'avoir, dans le courant de l'année 1918, fait usage de ces faux certificats, les sachant faux, en les présentant aux agents de l'autorité qui lui demandaient justification de son identité.

Nous analyserons demain ces « crimes abominables » et les ramènerons à leur juste proportion.

Le Comité de défense sociale.

### AUX ANARCHISTES PARISIENS

Samedi 29 mars, à 20 h. 30, à la Maison Commune, 49, rue de Bretagne, assemblée plénière de la FEDERATION ANARCHISTE DE LA REGION PARISIENNE.

A l'ordre du jour et uniquement : L'ORGANISATION DE LA CAMPAGNE ANTIPARLEMENTAIRE.

Présence indispensable de tous les camarades soucieux de la réussite de la propagande antiparlementaire.

Si demain, Sarraut n'est plus ministre des Colonies, le parlementaire qui prendra sa place ne pourra se montrer guère plus humain à l'égard des indigènes. C'est la fonction, c'est l'autorité qui détermine la prévarication, la concussion, l'assassinat. Avec plus ou moins de doigté, plus ou moins d'hypocrisie, plus ou moins d'esprit démocratique, tous les gouverneurs de toutes les colonies en feront autant.

Car, sous Sarraut comme sous toute autre autorité, les crimes coloniaux ne sont qu'une conséquence logique de l'exploitation de l'homme par l'homme.



# A travers le Monde

## CE QUI SE PASSE

Le différend entre la Chine et la Russie s'accentue et l'envoyé soviétique à Pékin M. Karashka, aurait remis un ultimatum au gouvernement chinois. D'autre part, l'agence Radio publie une dépêche de Londres annonçant que des trains remplis de troupes étaient partis de Chita, sur l'ordre du gouvernement russe, et qu'une concentration de l'armée rouge avait lieu sur la frontière mandchouenne. A une question posée à ce sujet par un député anglais au ministre des affaires étrangères, ce dernier aurait répondu qu'il ne croyait pas nécessaire une intervention britannique.

Nous avons tenu les lecteurs du Libétaire au courant de la situation qui était créée en Chine par le gouvernement qui, sur les instances d'éléments extérieurs, probablement français, se refusait à sanctionner la reconnaissance du gouvernement bolcheviste.

Il faut espérer que ces incidents diplomatiques n'auront pas de suites désastreuses et que l'armée rouge que les communistes nous présentent comme une organisation de défense nationale, ne sortira pas du territoire russe pour appuyer la politique d'un gouvernement qui est en désaccord avec ses voisins.

Le peuple russe, en tout cas — pas plus que le peuple chinois — n'aurait quelque chose à gagner dans une guerre, qui fatiguerait entraînerait d'autres nations dans le conflit et mettrait à feu et à sang l'Europe et l'Asie.

\*\*

De Roumanie, on annonce que les souverains partiront de Bucarest le 6 avril et arriveront le 11 avril à Paris, où ils séjournent deux jours. Nous avons dit que la Chambre avait voté une somme de 285.000 francs pour les recevoir. 140.000 francs par jour, ce n'est vraiment pas cher, et le prolétariat ne doit pas oublier qu'en lui vendra ses meubles demain s'il ne veut pas payer les impôts dont les gouvernements font un si noble usage.

Au départ de Paris, les souverains se rendront en Espagne et en Angleterre pour revenir ensuite dans notre capitale avant de retourner à Bucarest le 21 mai. Voilà un voyage qui coûtera cher au peuple roumain, qui ne doit pas être plus privilégié que le peuple français dans sa situation économique. Mais comment s'étonner de ce que le peuple roumain consent à payer les déplacements de son monarque, alors que le prolétariat français, fier de sa république, est assez stupide pour payer 285.000 francs pour la réception de têtes couronnées.

\*\*

La Grèce, elle, a liquidé son roi, et la Perse son shah. C'est une crise passagère. Toutes les puissances débarquent le monarque, et bientôt il n'y aura plus en Europe que des républiques. Nous n'en serons pas plus heureux et nous qui subissons Marienne trois fois depuis plus de cinquante ans, nous ne nous sommes pas encore rendu compte des avantages qu'elle nous avait apportés. Mais comme la France veut toujours se différencier des autres puissances, il est encore possible que lorsque tous les rois auront disparu d'Europe, on fasse ici appel à Léon Daudet pour remettre sur le trône le duc d'Orléans, digne héritier des rois de France. Ce ne sera pas la première fois qu'un fou dirige les destinées du pays.

J. C.

## ITALIE

### FOCH CHEZ MUSSOLINI

Après s'être rendu au Vatican, le maréchal Foch vient d'aller rendre visite à Mussolini.

« Dis moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es » dit le proverbe...

### DEUX VILLAGES ENSEVELIS SOUS DES ALLUVIONS

Une soixantaine de morts

Rome, 26 mars. — On mandate de Salerne que des torrents d'alluvions ont envahi Amalfi et le village voisin de Vettica.

Plusieurs maisons se sont écroulées. Les premiers télégrammes reçus annoncent qu'il y a dix morts à Amalfi et cinquante à Vettica.

Un destroyer ayant à bord l'amiral Lobetti est parti de Naples pour Salerne, ainsi que plusieurs vapeurs, afin de porter secours aux sinistrés et de transporter de nombreux touristes, pour la plupart américains et allemands, qui se trouvent bloqués dans la région.

## PORTUGAL

### INONDATIONS

Lisbonne, 26 mars. — La rivière Mondego a atteint aujourd'hui le niveau le plus élevé qu'on a jamais enregistré. Toute la ville de Coimbre est inondée. Une trentaine de maisons minées par les eaux se sont écroulées.

La municipalité de Lisbonne a demandé au gouvernement l'autorisation de réquisitionner tous les bâtiments publics et les immeubles inhabités, afin de loger les sinistrés.

## ALLEMAGNE

### TRAVAUX D'ELECTRIFICATION

Si l'on en croit le correspondant du Daily Mail, les travaux commencés en 1915 se complètent section par section, et l'Allemagne sera bientôt dotée (dans un an environ) de la force électrique la moins onéreuse du monde, ce qui lui permettra de produire à meilleur marché que ses concurrents.

Il est évident que le commerce va s'empêcher de la chose. Mais il n'en est pas moins vrai que ces travaux sont d'une utilité indéniable, et qu'il faudrait en voir entreprendre de semblables dans toutes les contrées.

# En lisant les autres...

## La responsabilité des aiguilleurs

A chaque accident de chemin de fer, on ne manque pas de faire retomber toute la responsabilité de la catastrophe sur l'aiguilleur. Logiquement, on a bien souvent raison, et c'est en effet à une erreur d'aiguillage qu'est dû l'accident. Mais il est des circonstances dont on ne tient pas assez compte : c'est que, surchargé de travail, le malheureux aiguilleur a forcément des instants d'inattention dus à la fatigue.

Le Rappel publie à ce sujet les lignes suivantes :

On connaît, sans méprise possible, l'auteur responsable de la catastrophe de Benestroph. C'est l'aiguilleur, qui s'était endormi à son poste.

La plupart des postes d'aiguillage dans les chemins de fer sont occupés par deux et même trois manœuvres : il existe des postes isolés à aiguilleur unique. C'est le cas pour le poste de la station de Benestroph.

Voilà qui n'est pas très rassurant pour les voyageurs.

Ce qui l'est moins encore — et ce que le juge d'instruction qui a fait arrêter l'aiguilleur voudra sans doute tirer au clair — c'est que la plupart des aiguilleurs, dans les petites stations à personnel restreint, sont en même temps lampistes, magasiniens, préposés aux billets ou aux bagages, en un mot des employés Maître-Jacques, qui font un peu tous les métiers. D'où une fatigue et un besoin de sommeil compréhensibles.

C'est un surmenage qu'une sage administration devrait éviter, dans l'intérêt du personnel et... du public !

Il est évident que la fréquence des catastrophes ne changera pas tant que les aiguilleurs, en particulier, et les employés, en général, ne seront pas soulagés dans leur besogne.

Et, en attendant, c'est une iniquité de faire peser sur ces malheureux une responsabilité qui échoit aux directeurs des Compagnies.

\*\*\*

## Vers la République

Dans la France Libre, M. Charles Malato se réjouit de voir de nouvelles républiques se proclamer et remplacer les monarchies. Il écrit :

Pendant qu'en France quelques fous rêvent de nous ramener la monarchie, la Grèce est en train de s'en débarrasser et la Perse se disperse à l'imitation. Pour la Turquie, c'est déjà fait : le vieux décor où le bouffé alternait avec le tragique s'est écroulé à Constantinople ; le caïde, devenu de commandeur des croyants un mortel très ordinaire, cherche pour lui et ses femmes un asile que la Suisse puritaire refuse d'accorder aux polygames. Et, sur les îles du Japon, le grand empereur, dernier survivant d'un régime déchu, évoque avec malice les traditions du bon vieux temps où les intrigues du harem pouvaient décider du sort de l'empereur.

La Turquie possède maintenant une République, et une République laïque. Nous n'en sommes plus là en France, où le gouvernement, s'absentant pour célébrer l'anniversaire du 4 septembre et où l'Église a repris toute son influence.

Décidément, M. Malato est plein d'illusions.

Il verra comment ces nouvelles républiques vont suivre la route tracée par leurs aînées et comment le principe solidaire « démocratique » qui semble les inspirer se transformera bientôt en une « combine » de politiciens...

\*\*\*

## L'interpellation de Léon Daudet

Voici comment l'Ère Nouvelle commente l'interpellation de Daudet à la Chambre. Le député royaliste s'y trouve bien portraité.

Il va sans dire que pour Maunoury, nous laissons à l'Ère Nouvelle le soin de le couvrir de fleurs et que, pour nous, il est à peu près du calibre de son adversaire politique :

L'homme de la Réaction, de toutes les réactions, même et surtout des réactions Wassenmann, s'est fait hier, à la Chambre, corriger de telle manière que, si un frisson de pudeur pouvait encore parcourir sa triste carcasse, il n'oseraît plus reparaitre en public, sauf, peut-être, parmi ses complices fleurdelys et voyous à gages.

Un silence solennel accueillit M. Maunoury à la tribune. C'est dans cette atmosphère d'émotion, de sympathie et de respect que le ministre de l'Intérieur laissa tomber sur le Daudet la plus infamante, la plus terrible des condamnations : un père tourne en manœuvre politique le seul devant lequel chacun s'était incliné... Et quand une ovation spontanée salua l'orateur qui, d'un mot méprisant, avait réduit à un négligeable petit tas de fiente, les calomnies de l'« Action Française », on vit, sous le vent hostile, Daudet l'héroïc, se tasser, verdir, suinter, prendre son aspect de phénomène monstrueux qui aura dans l'histoire.

Mais, s'étant ressaisi, le personnage convaincu soudain se honte en fureur epileptiforme. Glissant comme s'il tâchait à couvrir par avance les huées des quarante millions de Français, il dressa, derrière le cadavre de son enfant, une étrange tunique de pamphletaire, une sacrilège face hilare de comique voyageur en bête, en grave et en put.

Mais cela ne suffit pas. Il ne faut pas que, à la faveur du dégoût qui entoure Léon Daudet, les responsables assassins profitent de la diversion pour endormir l'opinion publique.

Nous ne les laisserons pas faire.

\*\*\*

## Le bluff colonial

Dans le Midi Socialiste, le Docteur Ch. Phalippou étudie le bluff colonial. Il reproduit l'article que le Libertaire publia dernièrement au sujet de l'animatrice Garve. Et M. Phalippou écrit :

Au lieu de jeter les noms les uns contre les autres, de semer la discorde en opposant les appétits des asservis aux rêves d'indépendance bien légitimes de ceux qui ont conservé la dignité de leur race, on devrait plutôt chercher à concilier les intérêts réciproques et à organiser une collaboration totale entre les colons et les indigènes. Il y a certainement moyen de s'entendre : la plupart des sujets de nos colonies accepteraient fort bien notre présence chez eux et notre intervention dans leurs affaires. Ils savent apprécier les biensfaits de l'instruction et de l'hygiène, ils souhaitent le développement de leur commerce et de leur industrie ; ils comprennent l'utilité des moyens de communications et de transports dont on les dote, mais ils veulent que ces progrès leur soient offerts sans contrainte et ne soient pas le prix de leur abdication...

Le singe refuse d'accéder à cette demande si légitime. Une courte bagarre s'ensuit. Les agents de la sûreté accourent et frappent avec violence l'ouvrier à la figure, puis l'emmenent au commissariat.

Lombard vint nous trouver hier soir pour nous signaler ces faits et nous prier de bien vouloir en informer nos lecteurs. Voilà qui est fait et nous y joignons notre vigoureuse protestation, en même temps que nous clouons le triste sire Rouelle au pilori de la classe ouvrière.

Je crois que seule une entente étroite et sincère peut justifier et avantager la colonisation. Grâce aux efforts éclairés et courageux de quelques indigènes, on commence à le comprendre

en haut lieu ; je n'en veux pour preuve que ce qui se passe actuellement au Sénégal.

A ce sujet, il faut rappeler que quatre communes de cette colonie : Dakar, Saint-Louis, Gorée et Rufisque jouissent d'un privilège spécial qui les rende libres et confère à leurs habitants le droit de vote. Là se trouve réalisée ce qui nous paraît la seule charte coloniale acceptable.

Il ne faut pas croire que ces avantages ont été octroyés sans raison. Lors de l'expédition de Faidherbe, en 1854, les habitants des villes surnommées, situées sur une côte riche et prospère, étaient en butte aux exactions et aux cruautés des gens de l'intérieur. Aussi voulurent-ils débarquer nos soldats comme des libérateurs ; ils favorisèrent leur action et les guidèrent dans le pays. C'est en récompense de ce concours précieux et fidèle que l'aidera, conquérant doublé par extraordinaire d'un habile diplomate et d'un honnête homme, accorda des libertés qui furent ratifiées plus tard.

Ces indigènes du littoral, qu'un long contact avec nos compatriotes a, peu à peu, éduqués selon nos mœurs, constituent l'élite sénégalaise d'où sont sortis des politiciens avisés avec qui, désormais, il faut compter et à qui la liberté de vote a assuré le triomphe dans les élections municipales et législatives. Les quatre communes précitées ont remplacé par des municipalités noires des anciens édiles blancs qui étaient devenues traiter comme des cercles militaires ; elles ne s'en portent pas plus mal et leurs budgets valent mieux souvent, que les nôtres. Nous verrons ce qu'ils ont fait, ce qu'ils compencent faire et la résistance optimiste qu'ils rencontrent de la part de quelques gros traquenards de chez nous qui ont conservé des âmes de nègres.

Certes, le point de vue de M. Phalippou n'est pas un point de vue anarchiste (vote, etc.), mais toutefois il marque un sérieux désir d'amélioration qui ne serait pas sans intérêt et qui justifierait la présence des Européennes dans ces pays sans industrie et étrangers au progrès.

## CHEZ LES FAISEURS DE LOIS

### Comment le ministère fut renversé

Le Sénat avait relevé le taux des pensions accordées aux fonctionnaires civils et militaires et de plus s'était déclaré favorable à l'extension de la loi aux ouvriers. Le ministre des finances qui ne dispose, paraît-il, que de 300 millions de francs, se refusa, en posant la question de confiance, à suivre le Sénat sur cette route et déclara qu'il ne pouvait engager des dépenses que dans la mesure où il disposerait de recettes. La Chambre s'est montrée hier matin favorable au texte du Sénat et dès le début de la séance, la gauche a attaqué avec violence M. de Lasteyrie qui s'est trouvé vaincu.

C'est d'abord M. Balanant, le député de Brest qui monte à la tribune et ensuite M. Ducos, radical-socialiste de la Haute-Garonne et enfin M. Goude qui plaide avec véhémence la cause des petits retraités.

C'est le Bloc national, s'écrie-t-il, qui est arrivé à une loi juste et démocratique. (Vives protestations à droite et au centre). C'est le Sénat radical-socialiste, au contraire, qui a amélioré la loi en faveur des travailleurs et des retraités. Quand le gouvernement nous demande, aujourd'hui, de ne pas accepter tel quel le texte du Sénat, il est d'accord avec le Bloc national pour faire échouer définitivement la réforme. (Applaudissements à gauche ; protestations répétées au centre et à droite.) On se rend très bien compte que si le texte du Sénat est modifié, la loi ne pourra pas aboutir avant la séparation.

Et M. Goude descend de la tribune applaudie par toute la gauche et l'extrême-gauche.

M. About, député du Bloc national, qui est toujours à la première place pour défendre le gouvernement renonce à la paix et la discussion générale étant close, M. Bouisson, demande le renvoi du projet sur porte-folio, se lève et quitte la salle suivie de ses complices qui étaient près de lui.

Une heure plus tard, Poincaré portait sa démission et celle de son cabinet au président de la République qui l'acceptait.

Poincaré est mort, à qui le tour maintenant ?

SEANCE DE L'APRES-MIDI

De très vifs incidents se sont produits à la séance de l'après-midi qui n'a duré que trois quarts d'heure. Tous les députés étaient présents et à la lecture du procès-verbal un certain nombre de députés sont venus protester affirmant qu'ils avaient voté pour le gouvernement, alors qu'ils sont portés avoir voté contre.

C'est M. Morinard, qui, le premier, déclare s'être abstenu et il proteste contre la façon dont on a fait voter.

Ensuite, M. des Rotours qui dit avoir voté pour le gouvernement. Il est acclamé par la droite et le centre, et hué par la gauche et l'extrême-gauche. Le même accueil est réservé à MM. Camuzet, de la Ferronnays, Le Corbeiller, etc.

M. Hector Molinié, député de la Seine, est très mal reçu par la droite, lorsqu'il déclare, malgré son vote, rester « poincariste » et l'ancien ministre des finances Klotz qui considère sans doute qu'il y a une place de libre, est copieusement constipé par l'extrême-gauche.

M. Emmanuel Brousse, monte ensuite à la tribune pour rappeler que lorsque le Cabinet Bourgeois fut mis en minorité par le Sénat, la Chambre vota un ordre de confiance au gouvernement et il demande à la Chambre de voter une motion semblable à l'adresse de Poincaré, mais le président déclare la motion irrecevable et qu'il ne peut la mettre au voix.

Toutes les manœuvres ayant échoué, il ne reste plus à la Chambre qu'à s'ajourner. Le président de la Commission des finances demande à l'assemblée de siéger vendredi après-midi et le président Landry lève la séance au milieu d'un tumulte indescriptible.

L'ANTIPARLEMENTAIRE

## SUR LE RÉGIMENT qui a traversé les Boulevards avant-hier

Avez-vous rencontré quelquefois sur les routes de France un troupeau lamentable de moutons se rendant à l'abattoir, escorté de leurs futurs bourreaux qui sans doute !

Avant-hier, semblable spectacle s'est présenté à mes

# L'Action et la Pensée des Travailleurs

## Les grèves

**A la maison Gnome et Rhône.** — Depuis deux mois les ouvriers de cette maison ont posé un cahier de revendications auquel la direction n'avait pas donné suite. Jugeant qu'un mouvement serait inopportun, les ouvriers avaient continué le travail. Ces derniers la direction voulut résoudre le problème à sa façon en permettant de régler les bons de travail à un taux supérieur à la coutume sans pour cela augmenter le prix des pièces, ce qui équivaut à fournir un effort physique plus grand, sans améliorer le gain.

Les ouvriers mécontents envoyèrent une délégation auprès des contremaîtres qui se retranchèrent derrière le directeur. Aussitôt le travail arrêta dans l'usine et le directeur voulut bien discuter, mais pour maintenir son point de vue et donner l'ordre aux délégués de faire reprendre le travail avant 10 h. 15. Passant outre, les ouvriers se réunirent dans l'usine et décidèrent de ne plus travailler et de ne sortir qu'à midi.

A la rentrée une première affiche annonçait le lock-out jusqu'à nouvel avis et une seconde limitait ce lock-out au vendredi matin. Les ouvriers répondirent par la grève jusqu'à complète satisfaction. Ils se réunirent à nouveau vendredi matin, à 8 heures, boulevard Blanqui, salle de l'Utile sociale. Une délégation se rendra vendredi matin à la direction.

**Habillement.** — Après quatre jours de grève, aucune défaillance n'est enregistrée ; au contraire le mouvement continue et s'étend à de nouvelles maisons.

Voici la liste de celles qui furent touchées et dont le personnel est dans la lutte : Berthault, Boguet, Bernard, Delorme, Boyer, Maison du Blanc, Bluet, Coutard, Boyer, Cumberland, Carrié, Chaloupeski, Eyere, Frochmann, Fizewitz, Jeiffa, Maase Papel, Krieger, Kan, Léo, Lessley-Robert, Laurent-Richard, Lambrecht, Nrugett, Parrotte, Pagès, O. Rossen, Victor Rossez, Rousseau, Olofson, Salomon, Sutton, Toulouse, Vial, Van Cappelen, Vignol.

Au moment où nous redigions le communiqué, nous apprenons que la succursale de la Samaritaine, boulevard des Capucines, vient de décider la cessation du travail, les revendications n'étant pas acceptées par la direction.

Comme on le voit les patrons commencent à comprendre, que cette fois c'est sérieux et certainement qu'ils ne gagneront rien à être entêtés.

Aujourd'hui jeudi, comité de grève à 9 heures. Assemblée générale, à 9 h. 30.

**Mouleurs en verrerie.** — La grève des mouleurs pour verreries est terminée. Ils obtiennent une augmentation horaire de 0 fr. 25. Ce n'est pas malheureusement ce qu'ils avaient demandé.

Ce résultat provient d'une défaillance, provoquée intentionnellement à la dernière heure par le triste sire Ad. Godifroy, de la maison Gerbaud, 102, rue Pelleport, lequel était trésorier du syndicat.

Malgré tout, le syndicat reste solide et prêt aux nouvelles luttes futures. Il remercie chaleureusement les camarades verrier qui nous ont prêté leur appui au moyen de leurs conscriptions.

**Dans le bronze.** — Le mouvement continue dans le bronze. De nombreuses maisons ont accordé satisfaction. Il reste à faire capituler quelques grosses maisons qui résistent au mouvement parce qu'elles craignent que l'acceptation des revendications ne renforce l'organisation syndicale.

Qu'ils le veuillent ou non, ces messieurs céderont : la main-d'œuvre n'est pas nommée dans le bronze.

Plutôt que de gagner des salaires de famine, les ouvriers du bronze aimeraient mieux changer de métier. Les patrons n'ont pas si facilement, semblable ressource. D'autre part, leur industrie est en pleine prospérité et ils ne sont pas disposés à abandonner un filon si fructueux.

Que les camarades du bronze se serrent les coudes dans leur section technique, et ils triompheront avant peu.

**La Rhonelle à Nanterre.** — Toujours aussi nombreux les grévistes des ateliers de la Rhonelle attendent patiemment que le patron se décide à discuter avec la délégation ouvrière.

Encouragés par la non-rentrée des professionnels et l'arrivée des souscriptions, les camarades, après avoir entendu leurs délégués, sont unanimement d'accord pour battailler jusqu'au bout.

Les camarades sont avisés que la Bourse du travail est fermée aujourd'hui.

**Terrassiers d'Oyonnax.** — Les camarades de la section Pierre (maçons et terrassiers) viennent de se mettre en grève pour une augmentation de salaire et le maintien de la journée de 8 heures.

Tous les travailleurs de ces corporations ont rejoint le mouvement. Pas de renards, pas de jaunes.

Pour que le mouvement soit complet, la Fédération du bâtiment met la ville d'Oyonnax à l'interdit.

Tous les camarades intéressés du bâtiment sont invités à ne pas se diriger sur cette localité.

**Bâtiment de Nantua.** — Les ouvriers de la section pierre sont en grève, la Chambre syndicale des patrons ayant répondu par des offres ridicules aux demandes d'augmentation des ouvriers et s'étant ensuite refusée à toute discussion supplémentaire avec le syndicat.

Les ouvriers ont quitté le travail hier matin. Le syndicat patronal offre des tarifs d'embauche de 3 fr. 10 l'heure pour les maçons, 2 fr. 50 pour les manœuvres 2 fr. 85 pour les mineurs alors que d'après l'ancienne convention, qu'elle a elle-même signée, le tarif minimum était de 3 fr. 15 pour les maçons, 2 fr. 90 et 3 francs pour les manœuvres, 3 francs pour les mineurs. Elle offre donc une augmentation variant de 0 fr. 20 à 0 fr. 30. Ce qu'elle donne d'une main, elle le retire de l'autre.

La Chambre patronale par les offres qu'elle nous fait, montre cyniquement qu'elle a violé la convention de 1920. Le syndicat unitaire du bâtiment saura lui rappeler ses engagements.

## Les victimes des fascistes de Montlhéry sont toujours en prison

Après le coup de force de Montlhéry, le juge d'instruction de Corbeil retient le délit d'entraves à la liberté du travail et de violences contre nos emprisonnés.

Ceux qui ignoraient ce que les magistrats de notre république ont dans l'âme, vont pouvoir se faire une opinion sur ceux du Parquet de Corbeil. Ils nous rapprochent sensiblement du geste d'un terrassier qui avait planté sa pioche dans le dos d'un bourgeois et qui s'écriait : « Au voleur ! », sous prétexte qu'il ne pouvait plus arracher son outil.

Si le syndicat n'était pas lié par le scrupule de faire ses affaires lui-même, il aurait pu se porter partie civile et exiger des Pouvoirs publics l'arrestation des fascistes provocateurs et assassins qui, quelques jours avant la bagarre, au nombre de sept et d'un chien molosse, assommèrent à coups de pied et de bâton notre secrétaire adjoint.

Nous aurions donc pu, de toute évidence, au lieu d'être inculpés, nous faire accusateurs. Car, jusqu'à ce jour, je ne pense pas que la bascule automatique à distribuer les décrets-lois nous ait délivré le décret annulant purement et simplement la loi de huit heures sur les syndicats, en supprimant le libre exercice du travail de propagande syndicale.

Nos camarades n'ont entravé la liberté de travail de personne ; ils se sont présentés sur les chantiers de Montlhéry pour y accomplir la besogne que leur confère le mandat qu'ils détiennent des syndicats.

S'ils devaient être tenus pour responsables des menus incidents qui se sont déroulés à l'autodrome de Montlhéry, nous ne pourrions faire autrement que de réclamer notre part de responsabilité et réclamer la place d'honneur syndicale qui nous revient sur les bancs des accusés.

Mais qu'il me soit permis de faire remarquer l'égard bienveillant qu'ont les Pouvoirs publics pour la Société Nationale Industrielle, avenue George-V, 16, à Paris, qui, contre toute légalité, fait exécuter des fraudes par des tâcherons irresponsables, recrutés dans les bas-fonds de la police fasciste italienne.

Je sais que les actionnaires principaux de la Société de Construction de l'Aérodrome de Montlhéry ont partie liée avec certains hauts fonctionnaires du gouvernement de la république, ainsi qu'avec des magistrats exerçant dans le département de Seine-et-Oise, ce qui légitime, en quelque sorte, l'acharnement que mettent ces vauriens à poursuivre, de toutes leurs forces répressives, toutes tentatives de défense des intérêts ouvriers.

Le Syndicat général des Terrassiers ne se laissera pas intimider par toute cette tourbe solitaire et coalisée. Déjà, le syndicat a subi des assauts de toutes sortes, sans jamais se laisser démodéliser. Solidairement lié avec le Syndicat unique du Bâtiment et la treizième région pour mener à bien la bataille engagée pour la défense des intérêts ouvriers et leur libéralité, il poursuivra son œuvre d'affranchissement et défendra, par tous les moyens qui lui disposeront, nos camarades emprisonnés.

**Nota.** — Grand meeting organisé par la treizième région, le S. U. B. et les Terrassiers, dimanche, à 14 h. 30, salle Hudelot, rue du Maillet, à Montlhéry.

## Dans le Bâtiment parisien

Le Conseil général du S.U.B. se réunit vendredi 28 à 18 heures, petite salle de la Bourse du travail. La principale question à l'ordre du jour étant le résultat du Comité national fédéral extraordinaire, les camarades militants du syndicat sont invités à ce conseil et il est recommandé aux sections locales de se faire représenter.

Les camarades Deschamps, de la section d'Asnières, Bachet, de la section de Colombes et Enck des Ormenanistes sont priés de mettre au net leur situation de trésorier.

Pour le cahier de revendications et pour secouer l'action de la 13<sup>e</sup> région, le S.U.B. organise des meetings intercorporatifs en banlieue dont trois auront lieu dimanche, à 9 heures du matin :

A Saint-Denis pour les camarades de la région, le meeting aura lieu, salle de la Légion d'honneur ;

A Pantin, pour les camarades habitant Les Lilas, Pré-Saint-Gervais, Aubervilliers, La Courneuve, Dugny et Pantin, le meeting se tiendra salle des Conférences, 42 avenue Edouard-Vaillant.

A Boulogne, salle de la Justice de Paix, boulevard Jean-Jaurès, pour les copains de Puteaux, Suresnes, Billancourt, Boulogne et Issy-les-Moulineaux.

Réunion des camarades du bâtiment de langue espagnole, dimanche matin, 8 avenue Mathurin-Moreau (place du Combat).

Des tracts en vue de la démonstration du 3 avril sont à la disposition des camarades et chaque atelier ou chantier est prié de désigner un délégué pour passer en chercher.

## Aux plombiers-zingueurs

Depuis quelque temps les Travailleurs assistent à une augmentation vertigineuse du coût de la vie, systématiquement combinée par nos gouvernements et nos patrons.

C'est un défi lancé à la classe ouvrière, signifiant qu'ils sont les maîtres et qu'ils entendent plonger les ouvriers dans une misère profonde pendant qu'eux jouissent de tous les luxes et se vautrent dans l'orgie,

Cela sera le travailleur crevant de faim à la porte du palais.

Allez-vous rester inconscients ?

Cette situation va devenir intolérable si nous ne réagissons pas. Coûte que coûte il nous faut exiger des salaires en rapport avec le coût de la vie et ses dures nécessités et faire appliquer la journée de huit heures.

Un peu d'énergie ! Sinon, c'est l'esclavage !!

Camarades, prenez bien garde, si vous voulez que vous et les vôtres puissiez manager, réagissez rapidement !!!

Allons, les gars ! Tous debout et soyez nombreux à la réunion qui aura lieu le dimanche 30 mars, salle Jean-Jaurès, à la Bourse du Travail, où nous fixerons la ligne d'action générale de la Section technique et les relations entre les diverses catégories.

Nous y parlerons du Cahier de revendications.

A l'heure de la lutte, s'abstenir c'est déserter ! C'est le fait des lâches.

Le Conseil Syndical.

## Aux ouvriers carriers

La Fédération du Bâtiment porte à la connaissance des ouvriers travaillant dans les Centres Carriers-Plâtriers de Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne, de se méfier d'un individu se disant délégué et qui cherchera à former des syndicats.

Il est exact que je sois allé aux syndicats de la Voiture et des Métaux et que ces organisations n'ont pu fournir un délégué pour notre grève. Mais il n'a jamais été question de Verdier et, par la suite, c'est un autre camarade qui est allé le chercher.

## DANS LA VOITURE-AVIATION

## Mise au point

Le Libertaire d'hier a publié un article de Chatelier dans lequel j'ai été mis en cause. Je tiens à donner quelques précisions.

Il est exact que je sois allé aux syndicats de la Voiture et des Métaux et que ces organisations n'ont pu fournir un délégué pour notre grève. Mais il n'a jamais été question de Verdier et, par la suite, c'est un autre camarade qui est allé le chercher.

Sur ce point, Chatelier est dans l'erreur.

Valerie BLIN.

## Le congrès des Usines de Lyon

Le Syndicat général des ouvriers métallurgistes de Lyon — autrement dit le syndicat autonome — a, depuis un mois déjà, décidé la convocation d'un Congrès des Usines de la Métallurgie pour le samedi 29 et le dimanche 30 mars. L'ordre du jour est ainsi fixé :

1<sup>re</sup> Verification des Mandats ;

2<sup>e</sup> Rétablissement des Salaires :

a) Examen de la situation par usine;

b) Etablissemnt d'un bordereau de revendications ;

3<sup>e</sup> La Journée de Huit Heures : son application dans les usines ;

4<sup>e</sup> Les Méthodes de Travail : étude des systèmes à la prime, au boni, du sursalarié familial, des primes d'allaitement, du travail aux pièces ;

5<sup>e</sup> Les Conditions de Travail : l'hygiène à l'atelier, les accidents de travail, les maladies professionnelles, les appareils de sécurité ;

6<sup>e</sup> Réorganisation : les délégués d'atelier et les secteurs de propagande; la main-d'œuvre étrangère; la Jeunesse syndicale ;

7<sup>e</sup> Questions diverses.

Sans doute, voilà un ordre du jour un peu chargé, mais avec de la méthode et de la bonne volonté on arrive à bout de tout, surtout si l'on prend soin d'éloigner de la discussion, en même temps que les questions futiles, les questions de tendances et les querelles de partis.

\* \* \*

Après avoir fait, autour de ce Congrès, la conspiration du silence, ceux qui, à Lyon, représentent le grand Parti des Masses, en même temps que le syndicat dissident des Métaux, dit unitaire, viennent soudain de se réveiller. Et les voilà qui prétendent tirer du Congrès toutes sortes d'avantages. Hola ! Hola ! Quel zèle vous pousse à vous parer si vite de nos députées ? Attendez un peu ! Et que la sagesse vous engage à dissimuler vos oreilles, car vraiment vous les avez trop longues !

Or donc, nos « unitaires » compotent bien que le Congrès déclérera la grève générale dans la Métallurgie, et que tous les délégués obéiront au doigt et à l'œil aux « ordres » de la téméraire Fédération unitaire des Métaux. Ils ont, pour ce faire, demandé à celle-ci de leur venir en aide, et il leur a été dépeché le jeune et impétueux Rabaté.

Et ça marche ! Je ne vous dis que ça. Déjà, dans une usine qui groupe 1.800 ouvriers, une centaine de bons lougres, après avoir entendu la divine parole, ont voté la grève générale et la Révolution !!!

Il faudra donc que le Congrès des Usines de Lyon, délaissant les mouvements « spurius », ne se consacre qu'à la préparation du grand mouvement. Ainsi en ont décidé ceux qui, depuis plus d'un an, ont poursuivi la plus stérile, la plus stupide des bésognes de désagréement dans notre Syndicat, en sabotant systématiquement toutes les assemblées générales.

Tout doux ! Tout doux ! Nous sommes quelques-uns, bien décidés à ne pas nous laisser faire et à ne pas permettre aux influences extérieures, quelles qu'elles soient, de se substituer par un artifice quelconque à ce Congrès. La dernière assemblée générale du Syndicat a été d'ailleurs unanime à accepter et à défendre ce point de vue qu'elle a concrétisé dans l'ordre du jour suivant :

Le Syndicat des Ouvriers Métallurgistes de Lyon, au sujet du Congrès des Usines qu'il a lui-même organisé, tient à apporter les précisions suivantes :

Le Congrès des Usines réunissant des délégués d'atelier syndiqués et des non-syndiqués ne peut être qu'un Congrès de consultation. Il ne saurait en aucun cas servir à la préparation de la révolution !

Il faudra donc que le Congrès des Usines de Lyon, délaissant les mouvements « spurius », ne se consacre qu'à la préparation du grand mouvement. Ainsi en ont décidé ceux qui, depuis plus d'un an, ont poursuivi la plus stérile, la plus stupide des bésognes de désagréement dans notre Syndicat, en sabotant systématiquement toutes les assemblées générales.

En effet, le Syndicat estime que les délégués qui seront présents au Congrès ne sauront prendre la responsabilité d'engager dans un conflit leurs camarades d'atelier avant de les avoir à nouveau consultés, c'est-à-dire avant de leur avoir, d'une part donné le compte rendu du Congrès, et d'autre part demandé l'approbation du cahier de revendications qui pourrait être établi par le Congrès.

Enfin, tout en mettant en garde les travailleurs de la Métallurgie contre les multiples dangers que présenterait une action prématrice, plus au moins générale, et dont les buts, nous ne le dissons pas, sont pour quelques-uns davantage ceux d'un parti « illégitime » que ceux de la classe ouvrière, le Syndicat déclare en toute sincérité qu'une action, quelle qu'elle soit, ne pourrait être couronnée de succès, que si, au préalable, les